Observatoire
des multinationales

Rapport d'activités 2022/23

ODM

Un projet unique au service du droit à l'information et de la démocratie économique

L'Observatoire des multinationales est une **association** qui a pour objectif, selon ses statuts, de « *développer et de promouvoir une information indépendante sur les grandes entreprises et plus généralement sur les pouvoirs économiques, ainsi que sur les relations entre pouvoirs économiques et le pouvoir politique, afin de nourrir le débat démocratique* ».

L'Observatoire des multinationales est aussi un **média**, bénéficiant en France du statut « Informations générales et politiques » octroyé par la Commission paritaire nationale des publications et agences de presse.

Notre action se situe ainsi à la frontière entre le monde des médias et celui de la société civile engagée.

En tant que média, l'Observatoire publie ses propres enquêtes, seul ou avec des partenaires français et internationaux, pour documenter les abus et/ou dans une optique de proposition et de changement concret.

Il opère aussi comme un laboratoire d'idées et comme un centre de ressources au **service des divers acteurs** (journalistes, élus, syndicalistes, étudiants, activistes, simples citoyens) **qui ont besoin de comprendre les multinationales et leurs pratiques.** L'Observatoire leur propose des appuis ponctuels, organise des formations, met à disposition des outils, et plus généralement oeuvre pour le droit à l'information sur les multinationales et les pouvoirs économiques.

Un média de veille et d'investigation sur les grandes entreprises et plus largement les pouvoirs économiques, y compris leurs relations avec les pouvoirs politiques.

Un centre de ressources et un pôle d'appui au service des médias et de la société civile.

Un laboratoire d'idées sur les grandes entreprises, leur pouvoir et leurs responsabilités.

au service de **changements concrets** sur **les enjeux de fond.**

Nos modes d'action : du journalisme, et plus que du journalisme

Investigation

Notre principal mode d'action est la production de grandes enquêtes, sous la forme de **rapports** ou de **séries d'articles**. Nous avons fait le choix de nous concentrer sur un petit nombre de grandes investigations inscrites dans une perspective de changement, *a minima* en portant des propositions concrètes, et si possible en les concevant comme un point de départ pour un processus politique plus large sur la durée, dans une démarche de construction d'alliance avec des élus et d'autres acteurs. Ces enquêtes sont très souvent menées en **partenariat** avec d'autres organisations ou médias français et européens.

Veille citoyenne et données sur le CAC40

Basé en France, l'Observatoire des multinationales travaille prioritairement – mais pas exclusivement – sur les **grandes entreprises françaises**, leurs pratiques, leurs impacts et leurs relations avec les autorités publiques nationales – sans négliger pour autant les dimensions européenne et internationale. Nous assumons le rôle de « veilleur citoyen » ou de « contre-pouvoir » (*watchdog* en anglais) sur les multinationales françaises. Cela se traduit notamment par notre publication annuelle le « **véritable bilan du CAC40** » et plus généralement par la production de données et d'analyses globales sur les grandes entreprises françaises. C'est également dans ce cadre que s'inscrit notre travail de veille et suivi de l'actualité (brèves, newsletter).

Formations et appuis ponctuels aux journalistes et acteurs de la société civile

Au service des acteurs de changements, l'Observatoire des multinationales est à disposition des journalistes et des représentants de la société civile qui en ont

Le réseau ENCO

L'Observatoire a été en 2016 l'un des cofondateurs du réseau européen des observatoires des multinationales, ou **réseau ENCO (European Network of Corporate Observatories)**, et reste l'un de ses piliers. Le réseau ENCO associe des ONG et des médias de toute l'Europe qui enquêtent sur les multinationales et leur pouvoir sous divers angles. Cette collaboration se traduit par de nombreuses enquêtes et publications conjointes, comme *Villes contre multinationales, Impunité « made in Europe »* ou encore *Connaissez vos milliardaires !*

Voir le site : corpwatchers.eu

besoin. Il leur offre des **appuis ponctuels**, soit sur une base volontaire, soit sous la forme de prestations de services. Plus largement, il contribue à diffuser la connaissance des **sources**, des **méthodes** et des **outils** qui permettent de trouver de l'information utile sur les grandes entreprises et leur lobbying, à travers par exemple l'organisation de formations.

Promouvoir le droit à l'information sur les multinationales

L'Observatoire des multinationales n'est pas une organisation de plaidoyer ou de campagne, mais il a néanmoins vocation, par des interventions publiques, à promouvoir le **droit à l'information** et à alerter sur les multiples obstacles qui s'y opposent (procès baillons, secret des affaires, recul de la transparence, concentration des médias…).

Livres et autres formes de contribution au débat public

Au-delà de ses publications propres, l'Observatoire des multinationales a également pour rôle d'encourager et alimenter le **débat intellectuel, médiatique et politique** sur les multinationales et leur pouvoir. Ce qu'il fait par exemple à travers l'organisation d'événements (ateliers, conférences), des interventions publiques diverses, ou encore des livres ou autres publications de fond.

Notre audience

L'Observatoire des multinationales a pour spécificité de diffuser ses publications à travers plusieurs canaux à la fois :

- directement via son site web observatoiredes multinationales.org, sous la forme d'articles ou de rapports. Il a reçu près d'un million de visites en 2022, avec une nette progression à partir de fin septembre avec le lancement d'une nouvelle version du site (de 10 000 à 20 000 visites par semaine).
- à travers des partenariats avec des médias ou des organisations de la société civile qui (re)publient ses contenus et/ou les portent auprès des décideurs.
- à travers la couverture de ses publications par des médias français et internationaux. Les publications 2022-2023 de l'Observatoire ont ainsi fait l'objet d'articles, entre autres, dans *Le Monde, Libération, Mediapart,* France Culture, France Inter, France Télévisions, *The Independent, Il Fatto quotidiano, L'Humanité*… et font régulièrement l'objet de dépêches AFP. Voir la page dédiée de notre site pour un aperçu plus complet.
- via les réseaux sociaux : 9000 abonnés sur Twitter, 12000 sur Facebook, 1160 sur Instagram.
- en personne, à travers nos activités et nos formations.

Notre histoire

2013

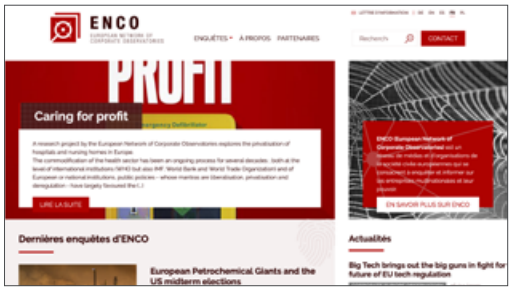
L'Observatoire des multinationales a été créé en octobre 2013 dans le giron de l'association **Alter-médias**, éditrice du média en ligne *basta !* (basta.media). Il a été lancé avec la publication de deux grandes enquêtes, l'une sur un grand barrage d'Engie au Brésil et l'autre sur Veolia et la privatisation de l'eau en Inde. Dans la foulée, nous avons conclu notre premier **partenariat** avec les Amis de la Terre autour des « prix Pinocchio » (des pires multinationales de l'année) et lancé la première analyse de données sur les dividendes et les rémunérations patronales du **CAC40**.

2015

L'Observatoire des multinationales s'est petit à petit **autonomisé** et a développé des modes d'action et des formats de publication spécifiques, notamment des rapports experts en partenariat avec des organisations de la société civile, par exemple sur le mouvement de « **remunicipalisation** » dans le monde. La COP21 organisée à Paris fin 2015 a été l'occasion de plusieurs publications phares, comme le « Lobby Planet spécial **COP21** » en partenariat avec d'autres organisations françaises et internationales, ou encore une étude avec le Basic sur les véritables politiques climatiques des grandes entreprises françaises.

2016 / 17

2016 et 2017 ont marquées par le lancement du réseau **ENCO** – réseau européen des observatoires des multinationales – dans la foulée d'une publication collective sur les enjeux de l'information sur les multinationales. Parallèlement, l'Observatoire a poursuivi son travail de fond sur les enjeux climatiques et le rôle des entreprises et pouvoirs publics français dans ce domaine, avec notamment une analyse de la « stratégie climat » de **Total** et une enquête sur les financements publics français aux **énergies fossiles**.



2018

L'année 2018 a été particulièrement fertile, avec le lancement de la première édition du « **véritable bilan annuel du CAC40** » - un tableau complet, à partir des données publiquement disponibles, des pratiques des grandes entreprises françaises en matière financière, mais aussi sociale, environnementale ou politique.

L'année verra aussi la publication d'un rapport important avec les Amis de la Terre sur le **lobbying** auprès du Conseil constitutionnel et du Conseil d'Etat, qui mènera à des progrès concrets en termes de transparence, ainsi que celle des « **Pharma Papers** ». Sans oublier le combat mené avec d'autres contre la directive sur le **secret des affaires**.

2019

2019 a notamment été l'occasion de faire un bilan du travail mené depuis des années avec des ONG françaises sur la **responsabilité juridique des multinationales**, à travers la publication du livre *Devoir de vigilance*.

2020

La pandémie nous a forcés à réorienter radicalement nos thématiques de travail. Dès le printemps 2020, nous nous sommes penchés sur le lobbying des grandes entreprises en temps de pandémie et nous avons lancé notre initiative « Allô Bercy » sur les **aides publiques massives** débloquées à cette occasion. Dans le même temps, nous avons aussi continué à travailler la question des alternatives locales aux multinationales à travers la publication « **Villes contre multinationales** » et notre participation à une grande publication collaborative sur la remunicipalisation et les services publics.

2021

En 2021, en plus de poursuivre et développer notre travail sur les aides publiques aux entreprises, nous avons mené plusieurs travaux importants sur les **enjeux d'influence et de lobbying** qui ont connu un écho très important et consolidé notre statut de référence sur ces questions en France : sur l'opposition des industriels aux propositions de la « **convention citoyenne pour le climat** », sur les liens entre Total et l'Etat français, et notamment son appareil diplomatique, et enfin sur la préparation de la présidence française du Conseil de l'UE.

2022

Dans le même temps, nous avons engagé le processus qui a mené au **nouveau départ** de septembre 2022 : une **refonte** totale de notre site pour mieux refléter la nature de notre travail, et la constitution d'une **association autonome**, distincte d'Alter-médias, afin de donner un nouvel élan à notre projet et lui permettre de continuer à se développer dans les meilleures conditions.

Nos thèmes

Les six thématiques suivantes constituent à la fois nos axes de travail prioritaires et les domaines dans lesquels l'Observatoire possède une expertise unique :

Le droit à l'information en matière économique – autrement dit tous les obstacles qui s'opposent à une information éclairée sur les multinationales dans le cadre d'un débat démocratique ouvert et contradictoire, depuis le secret des affaires jusqu'à la concentration des médias.

Les multiples formes de soutien de l'État aux grandes entreprises – aides publiques, fiscalité accommodante, soutien politique, libéralisations forcées… – qui ne cessent d'augmenter, le plus souvent sans transparence, au détriment du financement des services publics et de la solidarité sociale.

Le climat et le « greenwashing » – autrement dit le suivi des pratiques réelles des grandes entreprises françaises, et notamment de la major pétrolière TotalEnergies, en matière de climat au-delà de leurs beaux discours, et le décryptage des « solutions » mises en avant par les industriels.

La remunicipalisation et les alternatives locales – les défis contemporains requièrent une relocalisation de l'économie qui va à l'encontre des intérêts des multinationales, d'où le besoin de rouvrir le champ des possibles.

Le lobbying et l'influence – mettre en lumière et expliquer les stratégies d'influence des milieux d'affaires dans toute leur globalité, qui leur permettent de capturer les décisions politiques et de s'opposer au changement.

La concentration et les oligopoles – la place croissante prise par les multinationales dans tous les secteurs d'activité leur permet d'imposer leurs conditions à tous les autres (consommateurs, autres acteurs économiques, pouvoirs publics), comme l'illustre de manière exacerbée l'essor des nouveaux monopoles numériques.

S'y ajoutent deux thèmes complémentaires qui sont centraux dans notre activité, mais sur lesquels, au contraire des précédents, l'Observatoire intervient plutôt en soutien d'autres acteurs associatifs ou syndicaux dont c'est le cœur de métier : **le rôle du droit** – rôle positif à travers les efforts en cours pour mettre fin à l'impunité juridique des multinationales, ou rôle négatif avec l'arbitrage international lié à l'investissement et les accords commerciaux internationaux – et **les droits et libertés des travailleurs** en France et à l'étranger.

Nos principales activités et réalisations en 2022 et 2023

Allô Bercy – les aides publiques aux grandes entreprises

Notre initiative sur les **aides publiques aux entreprises**, lancée dès le printemps 2020, s'est poursuivie en 2021 et 2022. Tout en continuant à étudier de près les nouvelles aides débloquées à l'occasion de la pandémie de Covid et dans le cadre des efforts de relance (avec notamment une analyse poussée du plan **France 2030**), nous avons élargi le propos à tout le système des aides publiques aux entreprises, qualifié en anglais de « *corporate welfare* », tel qu'il s'est progressivement développé ces dernières décennies. Nous avons lancé une « **commission parlementaire et citoyenne** » sur le sujet avec des parlementaires, des universitaires et des représentants de la société civile qui a tenu plusieurs séances en 2021 et 2022 dans le but de **formuler des propositions en matière de transparence, d'encadrement, de suivi et de conditionnalité des aides publiques**. L'Observatoire est devenu une référence sur le sujet et a démontré sa capacité à construire une coalition pour porter des propositions de changement concrets. Ce processus se poursuit en 2023.
https://allobercy.multinationales.org

Une présidence française du Conseil de l'UE sous influence

Durant le premier semestre 2022, la France a assumé l**a présidence tournante du Conseil de l'UE (PFUE)**. Nous avons enquêté sur la préparation de cette présidence et sur la manière dont les industriels y ont été associés très en amont, de sorte qu'ils ont pu **influencer les priorités du gouvernement français sur toute une série de dossiers, notamment le climat et l'énergie, le numérique ou la défense**. Ce travail a été une occasion d'alerter le public et les médias sur les dessous de cette séquence politique en apparence consensuelle, de mettre en lumière le fonctionnement opaque du Conseil de l'UE en général, et de porter des propositions précises en matière de **transparence** et de **prévention des conflits d'intérêts**. Pour cette enquête, l'Observatoire des multinationales a reçu un prix de l'association Anticor. Nous avons ensuite travaillé sur le déroulement de la PFUE elle-même, qui a été fortement perturbée par le Covid d'abord et ensuite et surtout par le déclenchement de la guerre en Ukraine. Dans la continuité de ce travail, nous avons publié en octobre 2022 un rapport de recherche sur le lobbying d'Uber et des entreprises de plateformes, avec le soutien du gouvernement français, contre un projet de directive européenne sur les droits des travailleurs, puis début juillet 2023 une

nouvelle série d'articles sur **le manque de transparence au niveau de la Représentation permanente de la France à Bruxelles et dans les positions françaises au Conseil**.
https://multinationales.org/fr/enquetes/une-presidence-sous-influence

Un tout nouveau site web

Il était plus que temps : notre ancien site web, conçu en 2013, était non seulement daté d'un point de vue graphique, il ne correspondait plus du tout à la réalité de notre activité. Notre nouveau site, lancé en septembre 2022 après plusieurs mois de travail, accorde une place beaucoup plus claire et plus importante à nos grandes axes de travail : **nos grandes enquêtes, notre travail sur les données et le CAC40, nos thématiques prioritaires**, et nos projets spéciaux comme « Allô Bercy ».
https://www.multinationales.org

Guerre en Ukraine : le lobbying des majors européennes pour consolider leurs « superprofits »

Avec des partenaires européens, nous nous sommes penchés sur **le lobbying de Total, Shell et autres majors pétro-gazières à l'occasion de la guerre en Ukraine et des sanctions contre la Russie**. Nous avons montré comment elles en ont profité pour promouvoir l'accroissement du commerce du gaz liquéfié et comment elles ont réussi à protéger les « superprofits » qui en découlaient contre toute velléité de remettre en cause le « libre jeu du marché » alors que les factures énergétiques des Européens explosaient. Nous avons particulièrement étudié les tactiques de Total en France. Ce travail va se poursuivre en 2023.
https://multinationales.org/fr/enquetes/guerre-en-ukraine-et-superprofits-petroliers/

L'édition 2022 du « véritable bilan du CAC40 »

Contexte politique oblige, cette nouvelle édition de *CAC40 : le véritable bilan annuel* parue en novembre 2022 a accordé **une place très importante à la question des superprofits et du partage des richesses**. Nous y montrons le niveau record des profits enregistrés par le CAC40, des dividendes et rachats d'actions ou encore des rémunérations patronales – autant de chiffres qui ont été largement repris dans la presse et utilisés dans le débat politique et parlementaire à l'occasion de l'examen de la loi de finances 2023, puis du projet de loi sur le « partage de la valeur ». Cette édition 2022 inclut également une analyse de la composition des **conseils d'administration du CAC40**, qui explique à la fois le fort degré de solidarité et de cohésion des grandes entreprises françaises et la toile d'influence qu'elles tissent dans le reste de la société.
https://multinationales.org/fr/enquetes/cac40-le-veritable-bilan-annuel-2022/

GAFAM Nation

Paru mi décembre 2022, ce rapport est la première tentative de dresser **un état des lieux du lobbying et plus largement des stratégies d'influence des GAFAM en France**. Il se penche aussi bien sur le lobbying au sens strict du terme – illustrant les lacunes des dispositifs de transparence existant – que sur le débauchage d'anciens responsables publics, l'opacité qui règne sur les rendez-vous avec les décideurs, le « *soft power* » déployé par les géants du web à travers leur financement de médias, de think tanks, d'institutions de recherche. Il souligne enfin la situation de **servitude volontaire** qui est souvent celle des pouvoirs publics vis-à-vis des GAFAM du fait de leur manque de moyens et d'expertise. Ce rapport a lui aussi rencontré un fort écho médiatique et suscité de nombreuses sollicitations.

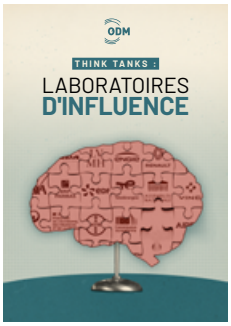
https://multinationales.org/fr/enquetes/gafam-nation/

Veolia-Suez : anatomie d'une mégafusion

À l'occasion du sommet UN Water 2023 et de l'assemblée générale annuelle de Veolia (mars-avril 2023), nous avons publié une **analyse en profondeur de la fusion entre Veolia et Suez**, respectivement numéro un et numéro deux mondiaux de la gestion de l'eau et des déchets. Notre analyse montre que loin de correspondre à une stratégie industrielle ou à une volonté de répondre à l'enjeu climatique, cette opération s'inscrit dans **une tendance de fond à l'hyperconcentration économique** et dans un contexte de renforcement des relations incestueuses entre les pouvoirs publics et les « champions » nationaux ou européens privés.

https://multinationales.org/fr/enquetes/monopole-contre-service-public/

Think Tanks, des lobbies comme les autres ?



Dans la continuité de nos travaux sur les différents acteurs du lobbying en France et l'inadéquation des mécanismes d'encadrement et de transparence en place, notre rapport « Laboratoires d'influence » paru en mai 2023, se penche sur le rôle des think tanks. Nous y montrons en particulier qu'en l'absence des règles et garde-fous nécessaires, **les think tanks sont un moyen d'influence très commode pour les milieux d'affaires**, qui leur permettent de cadrer le débat politique et médiatique sous une apparence de neutralité et d'objectivité.

https://multinationales.org/fr/enquetes/think-tanks-laboratoires-d-influence/

Super profiteurs : un livre pour alimenter le débat public

Issu en grande partie de notre travail sur le « véritable bilan annuel du CAC40 », le livre *Super profiteurs*, coécrit avec Attac France, est paru en mai 2023 aux éditions Les Liens qui libèrent. Ce livre court et accessible, distribué dans le commerce et via les réseaux militants d'Attac, est à la fois **un outil d'éducation populaire et une manière d'encourager le débat public sur les illusions des « champions nationaux »**, une notion qui reste à la base d'une grande partie des politiques économiques mais aussi diplomatiques de la France.
https://multinationales.org/fr/enquetes/cac40-le-veritable-bilan-annuel-2023/faut-il-en-finir-avec-les-champions-nationaux

Le retour des formations !

Après une longue interruption, l'Observatoire des multinationales a recommencé à proposer des formations, avec des premières dates en juin 2023. Ces formations visent à donner aux journalistes et aux activistes de la société civile **les moyens et les outils nécessaires** pour rechercher et trouver les informations dont ils ont besoin pour comprendre les multinationales, leur fonctionnement et leurs stratégies, et pour construire des campagnes ou des actions de plaidoyer plus efficaces.

Les portes tournantes : enquête sur le grand mélange des genres public-privé

En juin 2023, nous avons lancé une initiative sur les portes tournantes, destinée à se poursuivre au cours des mois à venir. Centrée sur une nouvelle page spéciale de notre site web, qui sera progressivement alimentée par de nouveaux articles et analyses, cette initiative veut mettre en lumière **le caractère systémique des portes tournantes public-privé**, au-delà des scandales ponctuels, et en quoi elles nuisent à notre démocratie. Nous y montrons en particulier que loin d'être le signe d'une plus grande ouverture à la société civile et au monde de l'entreprise, la plupart des portes tournantes illustrent au contraire la constitution d'un **entre soi** entre les responsables publics d'un côté et le monde du lobbying et des organisations industrielles de l'autre. Nous avançons à cette occasion des propositions spécifiques que nous porterons avec nos alliés dans les prochains mois.
https://multinationales.org/fr/enquetes/les-portes-tournantes/

Nos priorités pour 2023 et 2024

Première priorité.
Les industriels et le climat, du déni au « greenwashing » et à la récupération

L'enjeu climatique occupe une place centrale dans le travail de l'Observatoire des multinationales depuis presque dix ans. Dès la COP21 en 2015, nous alertions sur le besoin d'aller au-delà des beaux discours verts des industriels pour voir la réalité des pratiques. Aujourd'hui, le discours selon lequel les multinationales seraient tout ou partie de la solution à l'enjeu du climat est devenu dominant y compris dans la sphère publique, et les grands industriels captent l'essentiel des fonds publics destinés au climat pour développer des solutions technologiques ou des mécanismes basés sur le marché dont l'efficacité est douteuse et dont les conséquences sont peu interrogées. Cette capture de la « transition » par les grands groupes est un obstacle à la véritable transformation qui serait nécessaire et à son acceptabilité sociale.

> L'appropriation de la « transition» par les grands groupes est un obstacle à la véritable transformation qui serait nécessaire pour faire face à la crise climatique et à son acceptabilité sociale.

De la major pétro-gazière TotalEnergies aux autres gros pollueurs du CAC40, de leur lobbying aux impacts des « solutions » qu'ils proposent dans le reste du monde, l'Observatoire continuera, en lien avec les acteurs de la société civile engagés sur ces sujets, à mettre les grandes entreprises et les gouvernements face à leurs responsabilités, mais aussi à montrer qu'il existe des alternatives.

Deuxième priorité.
Mettre en lumière et assainir les relations entre l'État et les grandes entreprises

Après l'épidémie de Covid et la multiplications des plans de sauvetage, de relance et de soutien à destination des industriels, il est devenu impossible de nier à quel point les grandes entreprises sont dépendantes des politiques gouvernementales et des fonds publics que les Etats mettent à leur disposition. La collusion public-privé est désormais assumée au plus haut niveau et se mêle en France à des traditions plus anciennes de collaboration entre État et champions nationaux. Sans transparence, sans débat contradictoire et avec des règles éthiques encore très limitées, le risque est grand que cette proximité croissante ne serve que les intérêts des puissants, et que les ressources destinées à servir

l'intérêt général, à faire fonctionner les services publics et à assurer une vie digne à tous et toutes soient de plus en plus accaparées par le secteur privé. Cette évolution ne peut qu'alimenter la déconnexion entre l'entre-soi des élites et les simples citoyens et le ressentiment social, particulièrement dans un contexte où les grandes entreprises affichent des profits record et que les populations souffrent de l'inflation et peut-être demain de l'austérité.

Dans la foulée de ses initiatives sur les aides publiques (Allô Bercy) et les portes tournantes, l'Observatoire des multinationales continuera à mettre en lumière les multiples formes de soutien accordées par les pouvoirs publics aux grandes entreprises, ainsi que l'influence disproportionnée de ces dernières sur les choix politiques. En lien avec ses partenaires dans la société civile et la sphère politique, il continuera aussi à formuler des propositions concrètes pour mettre les relations entre États et grandes entreprises sous le signe de la transparence et de la responsabilité démocratique.

> L'Observatoire des multinationales continuera à formuler des propositions concrètes pour mettre les relations entre États et grandes entreprises sous le signe de la transparence et de la responsabilité démocratique.

Troisième priorité.
Continuer à faciliter et promouvoir l'information indépendante sur les grandes entreprises et le lobbying

Au-delà de ses publications propres, l'Observatoire des multinationales a aussi vocation à encourager et aider d'autres acteurs à trouver les informations dont ils ont besoin et à alimenter le débat médiatique et politique sur les multinationales et leur pouvoir.

Cela passera notamment par le lancement d'un nouveau **podcast**, « Goliaths », conçu en partenariat avec Radio Parleur, qui donnera la parole à des journalistes et des militants qui, à travers leur travail d'investigation et d'information, ont permis l'émergence de résistances et de contre-pouvoirs au poids des grandes entreprises.

Cela passera aussi par la consolidation de notre offre de **formations**, qui sera structurée en plusieurs blocs thématiques, et qui donnera également lieu à terme à la publication d'un « guide pratique de l'investigation sur les multinationales ».

Au-delà de ces trois priorités, nous allons bien entendu continuer à assurer notre mission fondamentale : enquêter sur les grandes entreprises françaises, leur influence et leurs impacts en France, en Europe et ailleurs dans le monde, alerter sur les abus et aider à répercuter les alertes, produire des données, partager les connaissances, répondre aux besoins de la société civile et des journalistes d'investigation…

Notre organisation et nos finances

Gouvernance

L'association Observatoire des multinationales est gérée de manière collégiale par un conseil d'administration (sans bureau). Les membres du conseil d'administration sont des personnalités issues d'organisations de la société civile, du monde de la recherche et des entreprises qui apportent leur expérience et leur expertise sur nos diverses thématiques de travail, depuis le droit jusqu'aux questions de lobbying ou de fiscalité.

Le conseil d'administration est composé de (au 1er septembre 2023) : association Alter-médias (membre fondateur), Jelena Aparac, Marielle Benchehboune, Michel Capron, Régis Essono, Jean-Philippe Foegle, Marie-Laure Guislain, Lamia Oualalou, Mathieu Paris, Olivier Petitjean, Martin Pigeon, Jeanne Planche, Dominique Plihon, Laura Rousseau, Alexis de la Tour du Pin.

Le conseil d'administration est responsable des décisions en matière de budget, de ressources humaines, de grandes orientations stratégiques, de grands projets et de partenariats.

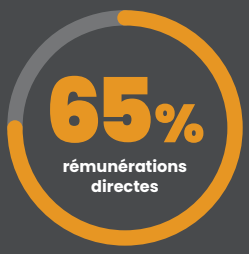
L'équipe de l'association – composée actuellement de deux salariés auxquels s'ajoutent des collaborateurs extérieurs (pigistes) et des stagiaires – est responsable de la gestion éditoriale du site, sous l'autorité du directeur de publication Olivier Petitjean.

L'adhésion à l'association est ouverte au public, soit au sein d'un collège de membres soutiens, soit – par cooptation – au sein du collège des membres actifs.

Budget

Pour 2022, en année pleine (en incluant la période Alter-médias), le budget de l'Observatoire s'élevait à environ 160 000 euros. À ce stade, le budget prévisionnel 2023 prévoit un niveau légèrement supérieur de recettes et de dépenses.

Les recettes 2022 proviennent pour 75% de fondations (Charles Léopold Mayer, Un monde par tous, Open society), pour 10% de ressources provenant du réseau ENCO, pour 10% de dons de lecteurs et pour 5% de prestations et partenariats divers. La proportion des dons des lecteurs et des ressources provenant du réseau ENCO devrait augmenter sensiblement en 2023.



Les dépenses 2022 ont été consacrées pour 65% à des rémunérations directes (salariés, stagiaires), pour 12,5% à la rémunération de prestataires (graphistes notamment), pour 10% en frais de fonctionnement divers, et pour 12,5% à la constitution de réserves. Ces proportions devraient être similaires en 2023.